

UNE IDÉE GÉNIALE QUI A RÉUSSI ET QUI EST TOUJOURS D'ACTUALITÉ : L'ORSTOM

par Michel LEVALLOIS,
président du conseil d'administration de l'ORSTOM

Je remercie l'Académie des Sciences d'Outre-Mer et tout particulièrement son Président Marie-Antoinette Menier et son Secrétaire perpétuel Gilbert Mangin, d'avoir bien voulu consacrer une de ses séances à la célébration du cinquantenaire de l'ORSTOM.

Nombreux et anciens sont les liens qui lient l'ORSTOM à votre Compagnie. Plusieurs responsables et personnalités scientifiques de l'ORSTOM que vous avez distingués ont siégé ou siègent parmi vous : notre premier directeur-fondateur Raoul Combes, et plusieurs de ses successeurs, le ministre Juglas, Guy Camus, Alain Ruellan. Ce fut et c'est encore le cas d'éminents scientifiques, Jean Mangelot, Hubert Deschamps, Renaud Paulian, les inspecteurs généraux Gilbert Bouriquet, Jean Lhuillier.

A intervalles de durée variable mais qui ne dépassent jamais les dix ans, un président, un directeur général ou un inspecteur général de l'ORSTOM vient vous parler, je pourrais presque dire vous rendre compte, de l'activité de l'Office, puis de l'Institut. Est-il besoin de rappeler la réception de Raoul Combes le 22 mai 1953, celle de Jean Lhuillier, inspecteur général de l'ORSTOM, le 21 avril 1967, celle de Guy Camus le 15 juin 1979, qui ont été l'occasion d'exposés détaillés sur l'organisation et l'activité de notre institution ?

Vous organisez également des colloques et des conférences pour faire le point de la recherche menée par la France hors de l'hexagone, autrefois recherche pour la mise en valeur et le progrès social, puis pour le développement, aujourd'hui recherche en coopération. Chacun a en mémoire la série de communications qui ont été faites ici, à la demande de votre regretté Secrétaire perpétuel Robert Cornevin, entre octobre 1976 et avril 1977, afin de dresser un bilan de la recherche française en Afrique. L'exposé de Guy Camus sur le rôle de l'ORSTOM en Afrique tropicale et à Madagascar ouvre le volume des "Travaux et mémoires" que votre Académie a consacrés à ce sujet. Je me souviens, enfin, qu'en novembre 1990, lors d'un colloque sur la coopération, je suis venu vous parler de l'ORSTOM.

C'est dans cette forte et longue tradition que je souhaite inscrire mon intervention. Par l'énoncé quelque peu flamboyant sinon provocateur de mon exposé, "une idée géniale qui a réussi et qui est d'actualité", je veux dire qu'en dépit de ses cinquante ans, l'Institut n'a jamais été aussi nécessaire à la science et à la coopération. Car il dispose d'un



capital scientifique et politique d'un intérêt exceptionnel pour affronter les défis planétaires du développement durable et de l'environnement global.

Mais permettez-moi tout d'abord de dire ma dette aux publications de Michel Gleizes, *Un regard sur l'ORSTOM*, de Christian Bonneuil, *Des savants pour l'Empire*, aux travaux de Patrick Petitjean, Marie-Lise Sabrié, Hélène Launay sur l'histoire et les archives de l'ORSTOM.

L'ORSTOM, UNE IDÉE GÉNIALE

L'histoire de l'ORSTOM est une aventure qui mérite d'être contée, par fidélité à ceux qui l'ont faite, mais aussi parce qu'elle est pleine d'enseignements. Je me contenterai d'en rappeler quelques épisodes.

L'Office est né d'une longue maturation, commencée en 1890 lorsque fut créé, sous les auspices de Louis Pasteur, le premier centre de recherche permanent outre-mer, le laboratoire de microbiologie du Docteur Calmette. Cette initiative clôturait l'époque des recherches menées par des individus isolés envoyés de métropole, pour ouvrir celle d'une recherche coloniale organisée, spécialisée et permanente (1).

Mais il faudra la Première Guerre mondiale pour que la science s'impose comme une condition de « la mise en valeur rationnelle des colonies » et comme une exigence de « la mission civilisatrice de la France ». « La colonisation ne peut se passer de l'aide scientifique », affirme Albert Sarraut en 1923 (2).

En 1931, le *congrès des recherches scientifiques coloniales*, organisé à l'occasion de l'exposition coloniale, présidé par Alfred Lacroix, assisté de Louis Mangin, directeur du Museum, et de Félix Mesnil, directeur du laboratoire de chimie physiologique de l'Institut Pasteur, propose la création d'un *office de recherches scientifiques coloniales* rattaché au ministère des Colonies, ayant l'autonomie financière, et consacré aux recherches appliquées.

Jean Perrin, secrétaire d'Etat à la Recherche scientifique, et Marius Moutet, ministre des Colonies dans le gouvernement du Front Populaire, chargent Henry Hubert — administrateur des colonies et géologue, disciple d'Alfred Lacroix au laboratoire de minéralogie au Museum — d'étudier l'organisation de la recherche scientifique aux colonies, afin de promouvoir une "science dirigée" qui doit résoudre l'apparente contradiction entre sciences "pures" et sciences "appliquées" (3).

Et à l'issue du congrès de la recherche scientifique dans les territoires d'Outre-Mer, organisé à l'occasion de l'exposition universelle de

(1) *In* Office de la recherche scientifique et technique outre-mer, organisation-activité 1944-1955, Ministère de la France d'Outre-Mer, Paris, 1955.

(2) *In* Bonneuil, p. 41.

(3) Citation de J. Perrin, *in* Bonneuil, p. 79.

1937, un *comité consultatif des recherches scientifiques de la France d'Outre-Mer* est créé, auprès du Conseil supérieur de la recherche scientifique, CSRS, récemment institué pour coordonner la recherche nationale. Ce qui ouvre le débat sur la position de la recherche coloniale par rapport à la recherche universitaire, par rapport au Comité supérieur de la recherche scientifique, puis par rapport au nouveau Centre national de la recherche scientifique, le CNRS. Vichy tranchera en faveur du ministère des Colonies, contre le premier directeur du CNRS, Charles Jacob, désireux de conserver au CNRS le contrôle de la recherche coloniale.

En 1942, le "groupe du Museum" de Théodore Monod obtient, enfin, que le petit service créé par Henry Hubert au ministère des Colonies, transformé en direction en 1941 et animé par le docteur René Jeannel, devienne par arrêté ministériel (4) un établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, placé sous l'autorité du secrétariat d'Etat aux Colonies. Un décret du 11 octobre 1943 signé Pierre Laval, amiral Bléhaut, Pierre Cattala et Abel Bonnard confirme cette création. L'*Office de la recherche scientifique coloniale (l'ORSC)* est né !

Lors du premier conseil d'administration réuni le 20 décembre 1943, son président Charles Jacob, directeur du CNRS, donne lecture d'une lettre de l'amiral Bléhaut, secrétaire d'Etat aux Colonies, définissant la mission de l'Office : orienter, coordonner et contrôler les recherches scientifiques aux colonies. Il précise que l'Office doit conduire « non seulement à mettre sur pied des programmes de recherche en accord avec les autorités responsables de la politique impériale, mais encore à en faciliter la réalisation ». Et il propose cette devise à l'Office : "la science au service des colonies".

Ainsi, la victoire des idées de Marius Moutet et de Jean Perrin est totale. Mais l'ORSC n'allait-il pas être emporté, avec l'annulation (5) du décret-loi signé Pierre Laval et Abel Bonnard ? Il n'en fut rien. La conférence de Brazzaville conclut à la nécessité de promouvoir la recherche dans les territoires d'Outre-Mer et l'ORSC est confirmé par l'ordonnance du 24 novembre 1944 signée par Charles de Gaulle, François de Menthon, Pierre Giacobbi, René Pleven. Raoul Combes, spécialiste de biochimie et professeur de physiologie végétale à la Sorbonne, qui a succédé à René Jeannel à la direction de l'ORSC, avec l'agrément de la Résistance, est maintenu dans ses fonctions. Il y restera jusqu'en 1956.

Que retenir de cette gestation et de cette naissance ?

— que l'institution est née d'une double demande, demande scientifique, celle de la science tropicale, et demande politique, celle d'une colonisation ouverte à la mise en valeur et au progrès social ;

(4) Signé Jules Brévié, secrétaire d'Etat aux Colonies, et Abel Bonnard, ministre de l'Education nationale, le 19 novembre 1942.

(5) Par l'ordonnance du 9 août 1944.

— qu'elle a été assez forte pour être portée par plusieurs gouvernements et pour traverser Vichy et la Libération ;

— que la création d'un tel organisme spécialisé dans l'étude des milieux et des sociétés des pays tropicaux, initiait l'approche environnementale et mettait en œuvre, avant la lettre, le concept de développement durable. Son succès permet de dire que cette idée originale était une idée géniale.

L'ORSTOM, UNE IDÉE QUI A RÉUSSI

A la fin des années 1960, quinze ans après sa création, l'ORSC, devenu l'ORSOM en 1949, puis l'ORSTOM en 1953, a la responsabilité de l'ensemble de la recherche Outre-Mer, à l'exception de la recherche agronomique spécialisée qui lui a été finalement retirée. Trois cent cinquante chercheurs, qu'il a formés pour la plupart, y travaillent. Il dispose d'un vaste réseau d'installations et de laboratoires Outre-Mer. Le nombre des disciplines pratiquées est passé de quatre à quinze depuis sa création et son bilan scientifique est considérable.

Les pédologues ont parcouru et étudié les sols d'Afrique sur une superficie équivalente à cinq fois et demie celle de la France ; 100 cartes ont été éditées ; la couverture géophysique de l'Afrique a été réalisée ; 300 stations de jaugeage des cours d'eau ont été installées. L'Office a mené les études préparatoires à la construction des grands barrages d'Edéa (Cameroun), du Djoué et du Kouilou (Congo), de la Mandraka (Madagascar), du Konkouré (Guinée). Des annuaires hydrologiques, des faunes entomologiques d'Afrique et de Madagascar ont été dressés. Les ressources en thons ont été découvertes au large des côtes du Sénégal. Les chercheurs ont mené à bien les premières enquêtes nutritionnelles et démographiques faites en Afrique ainsi que les premières études sociologiques sur les villes africaines... (6)

A l'avènement de la V^e République, l'ORSTOM était prêt à devenir l'instrument de la grande politique de coopération initiée par le général de Gaulle avec les nouveaux Etats indépendants d'Afrique noire. Recevant Guy Camus, au nom de l'Académie en 1978, Georges Mangenot disait ceci : début de citation « *sans doute le plus caractéristique de votre œuvre à l'ORSTOM est votre effort d'adaptation aux grands changements de la conjoncture mondiale... Non seulement vous avez maintenu le système de recherche scientifique créé pour nos anciennes colonies, mais vous lui avez donné une dimension mondiale. Adaptation aux changements, dimension mondiale, variétés des activités scientifiques, aide aux pays tropicaux, tels étaient les points forts de l'Institut devenu à cette époque avec le GERDAT (aujourd'hui le CIRAD), la pièce essentielle du dispositif national, le moyen spécialisé autour duquel est appelée à s'organiser la recherche française en coopération* » fin de citation.

(6) In *L'Economie*, n° 545, du 21 juin 1956.

En 1979, 1366 agents dont 734 chercheurs et assimilés et 1300 agents de recrutement local sont en service à l'ORSTOM. L'Office est implanté dans une trentaine de pays (y compris les DOM-TOM) et dans une dizaine d'organisations régionales et internationales (7).

En 1982, l'ORSTOM entre dans une deuxième phase de mutation. Une réforme statutaire lui confère le même statut que les autres établissements publics de recherche et le dote d'un nouveau nom, son nom actuel d'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération, tout en l'autorisant à conserver son sigle ancien d'ORSTOM.

L'Institut recentre ses priorités scientifiques, adapte son dispositif géographique et de coopération avec l'étranger, rénove ses structures et ses modes de fonctionnement. A l'issue d'un an de débats et de réflexions internes, un projet d'établissement est adopté (1990-1991). En septembre 1991, le forum des partenaires réunit à Paris une centaine de chercheurs et de responsables de la recherche de pays africains au sud du Sahara pour établir les bases de la coopération scientifique pour les dix prochaines années. En 1993, un schéma directeur des implantations et des activités de l'Institut en France métropolitaine est établi afin que, par une meilleure insertion dans le dispositif scientifique français, il puisse mieux le mobiliser au bénéfice de la recherche au Sud.

Les effectifs budgétaires passent de 1298 en 1981 à 1585 au 31 juillet 1994, dont 1052 chercheurs et assimilés (8). Le budget bénéficie d'augmentations régulières et l'Institut peut poursuivre une politique d'équipement et de modernisation, étendre et rénover les centres de Papeete, de Cayenne, de Bondy, construire le centre et les serres de Montpellier, les laboratoires de culture *in vitro* au Caire et de Dakar Bel-Air, installer le siège rue La Fayette, équiper les stations et les ateliers de réception et de traitement d'images satellitaires de la Réunion, Cayenne, Nouméa, Niamey, Dakar, informatiser et mettre en place un réseau de courrier électronique, le RIO. Le Conseil scientifique lance un programme d'audit des départements scientifiques. Une filiale Hydrosystem est créée avec EDF pour la valorisation de l'expertise hydrologique de l'Institut.

La coopération scientifique avec l'Amérique latine, en particulier le Mexique, le Brésil et les pays andins, prend une ampleur significative. Elle est reprise avec Madagascar, relancée avec la Tunisie, rétablie sur de nouvelles bases avec la Côte-d'Ivoire, établie avec la Thaïlande, consolidée avec l'Indonésie, amorcée avec le Vietnam, le Ghana. Un représentant de l'Institut est nommé à Nairobi (1992). De grands programmes pluridisciplinaires sont poursuivis au Sahel, au Burkina Faso (la Mare d'Oursi), au Mali (le delta central du Niger).

(7) Rapport d'activité 1977-1979, tome 1, Orstom, Paris, 1980, p. 4.

(8) Rapport d'activité 1993, Orstom, SRH. En revanche, les effectifs du personnel recruté localement ont diminué, passant de 1300 à 587.

L'Institut participe aux programmes internationaux sur la biodiversité et les écosystèmes tropicaux, sur la relation océan-climat dans l'Atlantique et le Pacifique. La collaboration avec les centres agronomiques internationaux est renforcée, ainsi qu'avec l'OMS, la FAO et l'UNESCO. L'Institut emporte plusieurs appels d'offre lancés au titre des programmes STD de la DG XII de la Communauté européenne. Les associations avec les universités et les autres centres de recherche français et étrangers européens et américains se multiplient. Un accord de coopération est signé avec l'Académie africaine des sciences. L'ORSTOM adhère à l'AUPELF-UREF. L'Institut participe à la préparation et au suivi de la Conférence de Rio sur le développement durable.

Le tout récent rapport d'évaluation du Comité national d'évaluation de la recherche (CNER) a relevé les points forts de l'Institut qui bénéficient d'une reconnaissance scientifique internationale.

Ce sont d'abord des travaux fondamentaux, le plus souvent menés au sein de programmes internationaux, concernant l'océanographie des zones tropicales, la géologie, la géophysique, le magnétisme terrestre en Afrique et en Amérique latine, la sismotectonique des zones profondes, le climat et en particulier les recherches sur les averses en zone sahélienne, la cartographie africaine des sols, la salinisation des terres, l'érosion, la fertilité et la désertification, les régimes hydrologiques de l'Afrique de l'Ouest et les états de surface dans les phénomènes de ruissellement.

Le rapport note que ces travaux ont débouché sur des flores, celles de Guyane, des Mascareignes ou des Seychelles, des herbiers, notamment en Guyane, en Nouvelle-Calédonie, aux Galapagos, des collections entomologiques, des annales hydrologiques, des synthèses de référence telles que celles portant sur le lac Tchad et le lac Titicaca, sur la publication d'atlas, notamment ceux d'Equateur, du Cameroun, de Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie.

Le rapport cite ensuite des recherches qui ont un impact direct sur le développement et la santé.

Dans le domaine de la gestion de l'eau, le suivi des débits par des méthodes de télétransmission par satellite, des logiciels de gestion hydrologique tels Hydrom et Pluviom.

Dans le domaine de la pêche, les études à long terme sur les pêcheries et le milieu, les estuaires et les récifs coralliens, les recherches sur les poissons pélagiques hauturiers, les pêcheries artisanales, la biogéographie des poissons d'eau douce en Afrique de l'Ouest.

Dans le domaine de l'agriculture, le rapport évoque les recherches sur la micro-propagation du palmier à huile par embryogénèse somatique, l'apomixie, la fixation de l'azote symbiotique, la biodépollution de l'eau et de l'air, les fermentations en milieu solide.

Dans le domaine de la santé, le CNER a retenu le dépistage et la prévention de la trypanosomiase africaine par les pièges à glossines, la prévention et l'éradication de l'onchocercose dans le cadre du pro-

gramme OMS-OCP mené pendant vingt ans en Afrique de l'Ouest, l'épidémiologie et le contrôle du paludisme par les moustiquaires imprégnées, la biologie des vecteurs de la maladie de Chagas, la biologie de la bilharziose au Sénégal et au Niger, l'épidémiologie de la fièvre jaune et des arboviroses apparentées, la mise au point de bouillies de sevrage à base de manioc, l'étude des rétrovirus simiens par les primatologues de Dakar.

Enfin, les recherches démographiques, économiques et sociologiques ont permis de cerner le secteur informel, de suivre la croissance urbaine, de démontrer l'importance de l'archéologie africaine pour l'histoire des peuplements et des climats au quaternaire.

Parallèlement à cette activité scientifique, l'ORSTOM a profondément modifié ses modalités d'intervention et de coopération. Le partenariat scientifique avec les chercheurs et les communautés scientifiques du Sud a été défini et organisé. La mission de coopération scientifique ne pouvant plus se limiter à expatrier des chercheurs et des techniciens (55% en 1993), l'Institut bâtit un triple partenariat scientifique Nord-Sud, Sud-Sud, Nord-Nord afin de former des chercheurs du Sud, de les maintenir à la recherche et de consolider les communautés scientifiques et les institutions des pays en voie de développement.

Pour ce faire, il met en œuvre des programmes de recherche conjoints sur lesquels travaillent plus de 500 chercheurs partenaires. Il assure des cours, des encadrements de thèses, des accueils de stagiaires (786 en 1993). Il transfère aux autorités nationales des pays où il est implanté ses centres du Sénégal, de Côte-d'Ivoire, de République Centrafricaine. Avec l'appui de ses tutelles — ministères de la Recherche et de la Coopération —, il crée des installations et des laboratoires nouveaux (Sénégal, Guinée, Egypte), ainsi que des réseaux scientifiques qui sont gérés en commun et qu'il aide à fonctionner. Enfin, l'ORSTOM fait bénéficier ses partenaires d'aides spécifiques telles que l'accès à la documentation, à l'informatique, au courrier électronique, la participation à des colloques. Soixante-quinze contrats de chercheurs associés sont en cours en 1994.

Ainsi, depuis cinquante ans, l'ORSTOM suit la même voie, poursuit les mêmes buts, même si, depuis dix ans, l'Institut a vécu une profonde transformation de ses méthodes de travail, a dû suivre une révolution technique, technologique et scientifique sans précédent, et a été interpellé par les exigences d'une nouvelle forme de coopération.

L'ACTUALITÉ DE L'ORSTOM

Aujourd'hui, avec l'Instituto de Investigaçào Cientifica Tropical de Lisbonne (IICT), l'ORSTOM est au monde le seul organisme de ce type, dans la mesure où il est à la fois :

- un centre de recherche qui capitalise ses travaux dans la zone tropicale,
- une agence d'objectifs, car il initie des programmes de recherche avec de nombreux partenaires,

- et, bien qu'à un moindre degré, une agence de moyens puisqu'il gère encore des centres et des laboratoires, notamment en Afrique subsaharienne et qu'il appuie financièrement et techniquement des chercheurs du Sud.

En effet, les anciens centres de recherche coloniaux implantés Outre-Mer ou bien ont disparu, ou se sont repliés en Europe. Quant aux nouveaux instruments de coopération et de financement créés par les Etats-Unis (USAID), le Canada (le CRDI), les pays scandinaves (la SAREC), les Allemands (la GTZ), ce sont des agences de moyens, parfois des agences d'objectifs, mais ces institutions ne font pas de recherche propre, ne capitalisent pas leurs résultats et ne pratiquent pas une coopération scientifique qui fait travailler les chercheurs du Nord et du Sud ensemble, sur les mêmes programmes, dans les pays du Sud.

Dans un rapport d'audit, tout récent, sur le laboratoire que nous avons créé à San Diego en Californie, avec le Scripps Institute — ILTAB —, laboratoire consacré aux plantes tropicales riz, manioc, tomates, et qui accueille de nombreux chercheurs du Sud, on lit ceci : « Les représentants de la Fondation Rockefeller, de l'USAID et des Centres internationaux ont signalé l'importance de l'ORSTOM, la qualité de ses travaux et son professionnalisme au service de la recherche pour le développement. »

La célébration de son cinquantenaire est pour l'ORSTOM l'occasion de dresser le bilan de ce demi-siècle de recherche pour le développement dans la zone inter-tropicale, bilan scientifique et politique consigné dans notre petit livre bleu, *Sciences au Sud*.

Il apparaît que l'ORSTOM :

- a. a doté la plupart des pays d'Afrique francophone d'institutions de recherche, a formé des chercheurs et des techniciens, jouant ainsi un rôle essentiel dans l'émergence de communautés scientifiques dans ces pays ;
- b. a constitué un capital de connaissances scientifiques de base sur les milieux physiques — eau, sols, océans —, sur les éco-systèmes et les agricultures, les maladies, les populations, les économies, les cultures, les sociétés du monde tropical, en particulier dans l'Afrique francophone et les territoires du Pacifique mais aussi en Amérique latine, sous la forme de cartes, d'atlas, d'inventaires de flores, de faunes, de monographies hydrologiques ;
- c. a élaboré avec ses partenaires scientifiques français et des pays en voie de développement une compétence originale car pluridisciplinaire et comparative dans la connaissance des mécanismes complexes du développement et de la gestion de l'environnement.

ET L'AVENIR ?

Le Premier ministre et les ministres de la Recherche et de la Coopération ont réaffirmé l'engagement de l'Etat en faveur d'une recherche

publique sur le développement, en même temps que leur souhait en faveur de la structuration d'un espace francophone de formation et de recherche. Ces engagements ont d'autant plus de prix que la marginalisation de l'espace francophone au sud du Sahara, marginalisation politique et économique qu'accentue, par comparaison, l'essor de certains pays du Sud-Est asiatique, menace de dévaloriser l'expérience scientifique que l'ORSTOM a accumulée en Afrique. Elle risque d'anéantir le partenariat construit avec des institutions de recherche ou universitaires, nationales ou régionales, qui financièrement sont à bout de souffle, ou totalement effondrées, comme c'est le cas au Congo où le centre de Brazzaville a été détruit en ce début d'année.

Et pourtant, la science du Nord n'a jamais montré autant d'intérêt pour les tropiques et n'a jamais eu autant besoin de connaissances sur la zone et les pays tropicaux. Mais son intérêt pour l'environnement, le climat, la biodiversité, les réserves en eau, risque de concurrencer l'effort de recherche en faveur des "laissés pour compte" du développement.

Il faut donc que le dispositif français de recherche pour le développement trouve sa place dans une recherche internationale devenue de plus en plus multilatérale, internationale avec les centres de la recherche agronomique internationale, les programmes STD de l'Union européenne et de la Convention ACP. Essentiellement bilatéral, confié à des organismes spécialisés et peu articulés entre eux (CIRAD, ORSTOM, réseau des IPOM), ce dispositif est encore très concentré sur l'Afrique francophone au sud du Sahara. Il repose sur une coopération en nature, constituée par le financement de chercheurs expatriés, "l'apport en nature de compétences". Il s'inscrit dans le long terme, il favorise des travaux de première main et il fournit un partenariat de qualité et de longue haleine. Mais il souffre de la dispersion de ses objectifs et il manque d'un dispositif spécifique d'appui financier pour ses partenaires. L'heure est donc à une convergence décisive de la coopération bilatérale française et de la coopération multilatérale et notre dispositif va devoir trouver des formules de réelle internationalisation au profit de ses partenaires du Sud.

Ces orientations sont la réponse que l'Institut propose aux observations et aux conclusions du Centre national d'évaluation de la recherche dont le rapport définitif vient de nous parvenir après trois années de travail. Elles constituent également l'essentiel des suggestions qui sont faites par l'Institut à ses ministères de tutelle, à l'issue de la Consultation nationale sur les orientations de la recherche nationale, dans la perspective d'une contractualisation avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et dans celle de nouveaux rapports à établir avec nos partenaires africains.

Elles devraient permettre de conserver le capital scientifique et politique accumulé depuis cinquante ans, de le mettre à la disposition de la communauté internationale, de ne pas décevoir nos amis et partenaires du Sud.

Fidélité à la mission, conservation du capital, cela ne veut pas dire immobilisme, bien au contraire. Et c'est là que les leçons du passé, les leçons "de cette idée géniale qui a réussi" sont précieuses. Car comme les vieillards d'Homère sous les murs de Troyes, qui "rapprochent l'avenir du passé", elles nous rappellent que l'Institut n'a traversé ce demi-siècle de bouleversements politiques, de révolutions scientifiques et techniques que par sa grande capacité d'adaptation. Il faudra donc que l'ORSTOM remette en cause, outre son vieux sigle qui ne correspond plus aux règles actuelles de la communication, ses modalités de programmation scientifique, de recrutement, d'expatriation, de coopération avec les autres organismes nationaux, de coordination avec les ministères, de présence auprès des instances internationales et de relation avec les acteurs du développement. Vaste chantier qui est déjà ouvert et que l'Institut va devoir mener à bonne fin.

Le succès des manifestations de notre cinquantenaire célébré en France, en Amérique latine, en Afrique, et en particulier celui du colloque organisé avec l'UNESCO sur le thème "Sciences hors d'Occident au XX^e siècle", les témoignages adressés à l'institution et tout particulièrement par le président de la République du Sénégal, autant de signes, de preuves qu'en dépit de sa traditionnelle et un peu maladroite discrétion, en particulier auprès de l'opinion française, l'ORSTOM a la confiance des pays du Sud.

Nos partenaires du Sud croient en sa capacité à maintenir un lien scientifique fort entre le Nord et le Sud, à faire entrer les équipes scientifiques du Sud dans les communautés scientifiques avancées... Ils attendent beaucoup de nous.

Je vous remercie de votre attention.

MONDES ET CULTURES

COMPTES RENDUS TRIMESTRIELS DES SÉANCES DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES D'OUTRE-MER

TOME LIV - 2-3-4 - 1994

<i>Savoir</i>	<i>Comprendre</i>	<i>Respecter</i>	<i>Aimer</i>
1 ^{er} avril	<i>Regards sur l'intégrisme depuis Dar Al Harb,</i> par Michel JOBERT		6
15 avril	Nécrologie de Raymond MAUNY		28
	Nécrologie de Jean CHABAS		29
	<i>Survol de quatre siècles entre Oyapok et Maroni,</i> par Georges CERBELAUD-SALAGNAC		30
	<i>Madagascar de la II^e à la III^e République,</i> par Raymond DELVAL		43
6 mai	<i>De l'Afrique au grand Louvre,</i> par Emile BIASINI. . . .		66
	<i>Haiti : un singulier petit pays marqué par l'histoire,</i> par Raoul-Philippe DANAHO		84
27 mai	<i>Hommage à Félix Éboué,</i> par Henriette DORION- SEBELOUÉ		99
	<i>Félix Éboué à l'Ecole coloniale,</i> par Gilbert MANGIN .		102
	<i>Félix Éboué, administrateur en AEF, 1908-1931,</i> par Louis SANMARCO		108
	<i>Commémoration du cinquantième de la mort du</i> <i>gouverneur général Félix Éboué,</i> par Gabriel LISETTE		111
	<i>Félix Éboué,</i> par Pierre MESSMER		116
3 juin	Nécrologie du pasteur André ROUX		121
	<i>Les instruments de la Coopération et leur évolution,</i> par Jean NEMO		123
17 juin	<i>Préhistoire au cœur du Brésil,</i> par Denis VIALOU		158
	<i>La femme dans les arts Luba du Zaïre,</i> par le Père François NEYT		176
7 octobre	Nécrologie de Roger BEZOMBES		196
	<i>L'île Maurice de nouveau l'étoile et la clé de l'océan</i> <i>Indien,</i> par Mme Shirin AUMEERUDDY-CZIFFRA . .		201
21 octobre	<i>Une idée géniale qui a réussi et qui est toujours d'actua-</i> <i>lité : l'ORSTOM,</i> par Michel LEVALLOIS		227
	<i>Science et société : 50 ans (et plus) de dialogue à</i> <i>l'ORSTOM,</i> par Louis PERROIS		237